



Pour les droits sociaux, les salaires et les services publics

La CGT et la FSU appellent tous les salariés à faire grève et à manifester le 12 septembre à 10h30



- **Bayonne, Place Ste Ursule**
- **Pau, Place de Verdun**

Le gouvernement vient de rendre public ses ordonnances sur la réforme du travail.

Celles-ci s'inscrivent dans la continuité de la loi « El Khomri », que nous avons combattue tout au long de l'année 2016.

Nouveau Président, nouveau Gouvernement mais même recette !

Le travail est considéré comme un « coût » et faciliter la précarité et les licenciements permettraient de créer des emplois !

Cette nouvelle réforme qui va concerner **TOUS LES SALARIES**, accentuera la casse du Code du travail en imposant la suprématie des accords d'entreprises sur les salaires, le temps de travail, etc.... Elle va entraîner de fait un droit du travail différent selon l'entreprise dans laquelle travaille le salarié.

Ces ordonnances n'auront qu'un seul effet : l'amplification du « dumping social » tout en aggravant l'insécurité sociale !

Mais l'action gouvernementale ne s'arrête pas à une « réforme XXL » du code du travail.

En effet, Emmanuel MACRON a également annoncé cet été 13 milliards d'euros d'économies d'ici 5 ans pour les Collectivités et les Services publics de proximité.

Des économies toujours sur le dos des bénéficiaires d'allocations logement, plus de 6 millions de ménages concernés dont près de 800 000 étudiants,

avec l'annonce prévue d'une baisse de 5 euros du montant des APL !

Mais pour les plus fortunés, la baisse de l'ISF !! Il a aussi annoncé la fin des « Contrats Aidés », faisant fi de l'extrême précarité de ces salariés, tout en créant les conditions d'une externalisation dans le privé de missions de service public.

Pour les fonctionnaires et les retraité-es, le coup de rabot et la stigmatisation comme seule politique.

Pour les agents de la Fonction publique, la période est particulièrement brutale :

- gel du point d'indice alors que l'inflation repart,
- prévision de 120000 suppressions d'emplois (dont 70000 dans la seule Fonction Publique Territoriale),
- rétablissement de la journée de carence,
- augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat,
- menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR,
- baisse des dotations aux collectivités locales.

Pour 10 millions de retraité-es dont la pension nette est supérieure à 1200 euros mensuels, c'est une amputation sèche du pouvoir d'achat qui est programmée avec la hausse de la CSG sans aucune compensation.

Le 12 septembre, toutes et tous mobilisés :

- **Pour d'autres choix économiques et sociaux qui s'attaquent aux vraies causes du chômage.**
- **Pour un droit du travail moderne et protecteur pour les salariés.**
- **Pour le développement de services publics de qualité.**
- **Pour une amélioration des conditions de travail et de rémunération de l'ensemble des salariés, publics et privés.**